

européens, l'attitude de la classe ouvrière. Nous savons que pour la première fois dans l'histoire ouvrière du monde, deux prolétariats s'unissent contre les prétentions rivales de leurs maîtres respectifs. A Essen, communistes et syndicalistes allemands et français viennent de se rencontrer pour décider des mesures à prendre en commun contre un même péril. On spéculait en haut lieu sur la passivité des organisations ouvrières allemandes, sur l'effritement en surface des organisations françaises. Certes,

il se peut que le naissant esprit de classe du prolétariat de l'Europe occidentale soit encore trop faible pour constituer un front uni inattaquable, pour puiser en lui-même une force de résistance assez solide, capable de résister à une griserie nationaliste qui ferait trop cruellement le jeu des ennemis communs, qui, eux, jusque dans leurs conflits, servent avant tout l'intérêt de leur classe ; il est grand temps que la classe ouvrière commence de son côté à servir le sien.

La Révolution d'octobre à Minsk

par Vloclav PANSKY

Les notes de Vloclav Pansky étaient destinées à paraître dans notre numéro de Noël. Mais le temps et la place nous ont limité et un certain nombre de récits restent encore à publier. Militant dans le rang, Vloclav Pansky a vécu dans l'armée de l'arrière front les événements d'octobre. C'est la révolution à l'arrière qu'il nous raconte dans ces notes brèves et sobres.

La ligne sinueuse du front passait alors à 100-150 verstes de Minsk, petite ville de Russie blanche, peuplée d'un peu plus de cent mille habitants, et en grande partie juive. L'armée combattante y avait son état-major, ses nombreux services de l'arrière, ses hôpitaux, ses bureaux de toute espèce. Un peu plus d'un mois avant la Révolution d'octobre, les élections du Soviet des Ouvriers et des Soldats de Minsk avaient eu lieu, donnant, grâce à l'influence prépondérante des soldats de la garnison, la majorité aux bolchéviks. Les « capotes grises » étaient avec nous. Notre vieux camarade K. Lander se trouva porté à la présidence du Soviet. Tout de suite, le Soviet bolchévik dut résister au bloc des socialistes gouvernementaux, menchéviks et socialistes-révolutionnaires, dont le commissaire aux armées, Idanov, nommé par Kérénski, était le chef attiré. Inquiet des résultats des élections au Soviet, Idanov entreprit de réprimer la propagande bolchévique. Nous publions un journal *Zvezda* (L'Etoile). Un contingent d'officiers occupa nos bureaux et notre imprimerie. Nous changeâmes de titre, de local, d'imprimeur ; nous en changeâmes bien dix fois en un mois, toujours suivis par les officiers du commissaire aux armées, régulièrement saisis, mis sous séquestre, arrêtés... A la fin, nos locaux mis à sac pour la dixième fois, nous résolûmes de passer à la résistance active. Ainsi, de petites tracasseries, de petite guérilla à peu près pacifique, peu à peu, par la force des choses, dans un coin perdu de la Russie, la résistance passive se transformait en résistance active ; et c'était toute la révolution. Le Soviet vota contre les mesures de répression répétées dont l'organe bolchévik était l'objet, une protestation énergique ; et le président de notre fraction annonça que « dorénavant, les locaux du journal seraient placés sous la garde d'un groupe de volontaires, ouvriers et soldats ». Première intervention des gardes rouges ! Le commissaire du gouvernement se le tint pour dit. La *Zvezda* continua de paraître, librement désormais. Il avait suffi d'un geste. N'étions-nous pas déjà le pouvoir ? — A la ville, peut-être. A l'armée, le citoyen Idanov épura farouchement les unités du front. Des centaines de soldats étaient arrêtés, des régiments entiers étaient désarmés, pour n'avoir pas voulu monter à l'attaque des positions ennemies. Vers le 25 octobre, il y avait dans un camp de Minsk près de 6.000 soldats « bolchéviks », soigneusement isolés du reste de l'armée, entourés de mitrailleuses. Quelques centaines d'officiers « bolchéviks » remplissaient la prison militaire.

Ces internés et ces emprisonnés formèrent, à la première nouvelle des événements de Pétrograd et de Moscou, les cadres de la Révolution en Russie blanche. Idanov et le « Comité Révolutionnaire » gouvernemental avaient complètement perdu la tête. Nous exigeâmes sur l'heure la libération des emprisonnés. Le commissaire aux armées, tenant son rôle jusqu'au bout, refusa catégoriquement. Mais qu'y pouvait-il ? Internés, prisonniers, auxquels s'étaient joints les bataillons « sûrs » chargés de leur garde, entraînés en ville en bon ordre et venaient se mettre à la disposition du Soviet...

Sur quelles forces pouvions-nous compter au juste ? Les membres du Soviet se rendirent dans les cantonnements pour s'en rendre compte. Toutes les troupes étaient avec nous. Les autorités n'avaient plus de soldats...

J'avais été envoyé par le Soviet et le parti au bataillon de la station radiotélégraphique. Il tenait un poste important ! Le télégraphe et la poste fonctionnaient mal. De Moscou et de Pétrograd, presque rien n'arrivait. Le radio, dans ces conditions, était notre seul moyen de communication certain. Une auto nous emportait vers la station radiotélégraphique. Il ne fallait pas perdre une minute. A la lueur d'une lampe électrique de poche, nous déchiffrions nos mandats, portant le cachet du bureau du Soviet de Minsk. C'est ainsi que j'appris que j'étais « commissaire de la station radiotélégraphique » et que « toute désobéissance aux ordres du commissaire du Soviet (à mes ordres !) serait punie avec la rigueur des lois de la Révolution. » Les deux soldats qui m'accompagnaient étaient porteurs de mandats non moins impératifs, non moins impressionnants. Seulement, comme personne ne savait ce que pouvait bien être la « rigueur » des « lois de la Révolution » totalement inexistantes, et ce que nous pourrions faire, nous trois, avec nos trois petits papiers impressionnants pour y faire appel, le cas échéant, vis-à-vis des 200 hommes armés occupant la station du radiotélégraphe, nous fourâmes les précieux documents dans nos poches les plus sûres et décidâmes de nous enquérir avant d'en faire le moindre usage de l'état d'esprit de « nos troupes ».

...Un vieux capitaine nous reçut. Il fallut ruser. — Le Soviet nous envoie, lui dis-je, nous assurer du bon fonctionnement du radiotélégraphe... — « Parfaitement. Mais moi, je ne puis pas vous laisser entrer. Je n'ai rien à voir avec le Soviet ». Devais-je exhiber mon mandat ? J'hésitai. Un jeune officier, cependant, était venu, qui, sans doute, avait sur la situation générale des idées précises. Car, après un bref colloque avec lui, le capitaine nous déclarait tout à coup avec humeur que nous pouvions « faire, après tout, tout ce que nous voulions ; qu'il s'en fichait, lui, qu'il déclinait toute espèce de responsabilité ; que nous étions libres de télégraphier à Lénine

lui-même ou à l'empereur Guillaume I » Nous étions d'accord, quoique sans aménité. Le capitaine demanda à rentrer en ville dans notre auto. Un camarade l'accompagna. Nous restâmes deux au radiotélégraphe.

Les soldats nous firent meilleur accueil ; mais, défiants, ils tournèrent, retournèrent, palpèrent, repalpèrent nos mandats avant de déclarer qu'ils étaient tous bolchéviks, à l'exception de quelques s.-r. et de quelques blancs, partis du reste.

— Et les officiers ?

— Ne se mêlent de rien. L'adjoint au commandant et l'officier de garde sont partis en ville depuis hier. Le commandant dit qu'il s'en fout. C'est un ivrogne.

— Qui reçoit les radios ?

— Ah ! ça, c'est la question. Nous n'avons que deux techniciens. L'un est à l'appareil depuis près de vingt-quatre heures. L'autre dort. Dites au Soviet de nous envoyer sans délai du renfort.

A., le technicien, est à son appareil. Ce jeune ukrainien paysan, à bout de force, nous annonce la victoire des ouvriers de Pétrograd. Moscou se tait. Le G.Q.G., à Mohilev, ne cesse d'interroger : « Que se passe-t-il à Pétrograd et Moscou ? » — « J'ai répondu, me dit A., que les Soviets ont pris le pouvoir. Ça leur paraît invraisemblable ! »

Je restai là, jusqu'à l'aube. A l'aube, nous reçûmes le premier appel « à tous, à tous, à tous ! » du Soviet de Pétrograd. En fâcheux état. Une autre station, disait A., nous gênait constamment. Les radios allemands arrivaient aussi. Nous les déchiffrions avec avidité. Ne nous apporteraient-ils pas le salut des soldats allemands ? Mais non. L'état-major impérial publiait ses succès du front ouest.

Le lendemain, 26 octobre, le Soviet de Minsk détenait la plénitude du pouvoir. Pas une goutte de sang n'avait été versée. Ivanov et son « Comité Révolutionnaire », composé de s.-r. et de menchéviks, donnaient encore — pauvre coup de feu à blanc tiré dans le vide — l'ordre aux troupes « d'obéir en toutes circonstances au gouvernement légal » qui n'était déjà plus rien et continuait ses délibérations superflues à la forteresse de Pierre-et-Paul, sous la garde des rouges indulgents et pacifiques... On n'eut pas le temps d'afficher à Minsk ce *prikaz* que le « Comité Révolutionnaire », Idanov excepté, arrêté tout entier par les soldats, était amené au Soviet. — Je dus participer à l'interrogatoire sommaire de ces derniers défenseurs du kérenskisme. Ils n'étaient pas imposants. La sensation d'une défaite si totale qu'aucune chance de résistance ne subsistait, les écrasait. Ils « n'objectaient rien au nouveau régime », ils « n'avaient pas compris tout de suite », ils demandaient seulement qu'on leur rendit la liberté sur parole... Ce qu'on fit, d'ailleurs, bientôt. Et que voulez-vous qu'on fit d'autre ? Nul ne pensait à la guerre civile, aux complots, aux tribunaux révolutionnaires, à la *tchéka*, aux ennemis mortels qu'il faudrait fusiller. En ces premiers jours de victoire, le prolétariat ne se sentait pas d'ennemis... Il était tout indulgence.

Je n'eus pas à participer à la prise du Quartier Général, occupé que j'étais à d'autres tâches... Le Bureau du Soviet m'avait, sans crier gare, bombardé « Chef du contingent spécial pour la lutte contre le banditisme ». Le banditisme devenait un fléau. Depuis la chute de l'autocratie et la disparition de la police impériale, quantités de révoltés inconscients, de primitifs brutaux, d'infimes aventuriers, de misérables démoralisés par la vie des bas-fonds et des prisons du capitalisme donnaient libre cours

à leurs instincts. Quelques heures après la chute du semblant de gouvernement de Kérénski, l'audace de bandits innombrables était redevenue telle qu'ils déshabillaient les gens en plein jour, en pleine rue, ne se gênant pas non plus pour leur couper la gorge. Le Soviet avait résolu de combattre le fléau « avec la plus grande énergie ». Il ne prenait jamais d'autres résolutions (et le fait est que l'énergie ne lui manquait pas). Mais il s'y était pris de la façon la plus rudimentaire. 200 soldats armés demeuraient en permanence dans les bâtiments du Soviet. Aussitôt qu'un coup de téléphone nous annonçait quelque part la présence de bandits, nous nous empilions dans des camions automobiles et, en route ! D'habitude, nous arrivions — naturellement — trop tard. Mais il nous arriva aussi de survenir à temps.

Cette fois, par exemple, nous étions informés qu'une cinquantaine de bandit allaient se réunir aux environs de la ville, dans une maison écartée, pour procéder à de laborieux partages. Nous arrivions devant une maison morte, portes closes, volets clos, nul bruit. Nous la cernons. Je pénètre dans la cours avec une équipe de volontaires. Rien. Silence absolu. Nous nous mettons en devoir d'enfoncer la porte. Et, tout à coup, la maison morte retentit d'un fracas de fusillade. Deux copains tombent. Nous ouvrons le feu à notre tour et cela dure une bonne demi-heure. On cesse alors de nous riposter, faute de munitions, sans doute. Les crosses font voler la porte en éclats. Nous faisons irruption dans une pièce vide où il y a une autre porte fermée. Nous allons l'enfoncer quand elle s'ouvre, encadrant un vigoureux gaillard en capote de soldat.

— Nous nous rendons, dit-il.

— Les mains en l'air !

L'homme nous regarde un instant, puis s'assoit brusquement. Nous nous apercevons alors qu'il est gravement blessé. Dans la pièce suivante, éclairée par une fumeuse lampe à pétrole, il y avait 23 hommes. Deux blessés gisaient sur le plancher. Personne ne résista, bien que les bandits eussent des fusils, des revolvers et un stock sérieux de cartouches.

— Qu'est-ce qu'on va faire de nous ? nous demandaient-ils, en montant dans nos camions. Ils avaient affreusement peur d'être fusillés sur-le-champ, selon la loi militaire de l'ancien régime.

— Le Soviet en décidera. Attendez-vous, en tout cas, à passer quelque temps à l'ombre...

J'entendais des bribes de conversations qui me sont restées présentes à la mémoire, après cinq ans :

— Pourquoi fais-tu cela, camarade ? demandait un de mes hommes à son voisin, soldat comme lui, mais bandit.

— Parce que ça me plaît, c'est ça la vie !

Et tout l'esprit d'aventure, l'esprit de liberté du peuple russe dont les pèlerins mêmes sont un peu des vagabonds se résumait dans cet aphorisme. Esprit de liberté dévoyé par la double éducation du capitalisme et de la guerre.

Il fallut un camion pour démanteler le butin volé : fourrures, marchandises, vivres, argent, bijoux, armes... Dans ce camion, nous plaçâmes deux bandits blessés. Je fis avec eux ce second voyage. Le chauffeur maugréait :

— Mieux vaudrait achever tout de suite cette crapule...

Et un soldat lui répondait posément :

— Non, mon vieux. Le Soviet en décidera. Ce n'est peut-être pas leur faute, s'ils sont devenus des bandits. Il n'y aura pas de bandits chez nous...

« Chez nous », en socialisme, en communisme ! c'était clair.